

5 février 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la construction européenne, à Strasbourg le 5 février 2013.

Monsieur le président du Parlement européen, Cher Martin SCHULZ,

Monsieur le président de la Commission européenne,

Mesdames, messieurs, les députés,

Je vous remercie de lhonneur que vous me faites en me permettant de mexprimer ici, à Strasbourg, devant le Parlement européen. La France respecte le rôle et la place de votre Assemblée dans lensemble des institutions européennes.

Je madresse à vous comme le représentant dune Nation, qui a lié son destin à celui de lEurope, et qui porte, encore aujourdhui, une responsabilité particulière. Je madresse à vous comme un homme politique dont la conviction européenne a guidé son engagement. Je madresse à vous comme un chef dEtat qui a placé la réorientation de lEurope au cur de son action et qui se consacre depuis 9 mois à cette tâche. Je madresse à vous comme le président dune République dont la promesse, depuis 200 ans, est de faire que la génération suivante vive mieux que la précédente.

LEurope est une formidable idée, une immense aventure, une construction politique exceptionnelle, elle a réussi à faire lhistoire sans défaire les Nations, elle a produit un modèle envié, sur tous les continents, elle a instauré la paix, les droits de lHomme, la démocratie, ce que le prix Nobel, à juste raison, est venu consacrer.

Mais, depuis trop longtemps, lEurope doute d'elle-même, hésite sur ses choix, pratique tantôt la fuite en avant, tantôt limmobilisme, elle met trop de temps à prendre des décisions majeures, celles qui sont attendues, espérées, et elle met trop peu de temps à réfléchir à ses orientations et à son architecture densemble. LEurope shonore dêtre un grand marché, mais elle le défend mal, face aux concurrences déloyales. Elle laisse sa monnaie, leuro, vulnérable, à des évolutions irrationnelles, dans un sens ou dans un autre. Enfin, lEurope est un continent où la croissance est trop faible, où un chômage de masse révèle la profondeur de la crise, qui nest pas seulement, comme on la dit, une transition passagère, mais une mutation profonde.

Sil est vrai que la crise de la zone euro est désormais largement derrière nous, nous sommes loin den avoir tiré toutes les conséquences, et ce qui nous menace aujourdhui nest plus la défiance des marchés, cest celle des peuples, et qui ne voit, à travers une suite de déclarations, que lintérêt national est en train de prendre le pas sur lintérêt européen.

Alors, la question que les chefs dEtat et de gouvernement, comme la Commission européenne, comme le Parlement européen, ont à résoudre est la suivante : ce nest pas une question dun moment, cest la question de notre propre avenir. Comment faire pour retrouver ladhésion, pour faire resurgir lenvie dEurope, et dabord, comment faire pour relever le défi de la stabilité financière et de la croissance économique ?

Je veux saluer, depuis plusieurs mois, les efforts qui ont été engagés, et les avancées qui ont été obtenues, sur ces terrains-là.

LEurope a été capable de se doter de moyens indispensables pour garantir le sérieux budgétaire, et je veux rendre hommage au Parlement européen qui a contribué largement, à travers le « six pack » et le « two pack », les Etats eux-mêmes ont ratifié le traité budgétaire, et la France - sous mon autorité - en a pris la responsabilité. Parallèlement, le Conseil européen de juin dernier a également décidé dun pacte de croissance en harmonie avec les orientations du Parlement

également décidé d'un pacte de croissance en harmonie avec les orientations du Parlement européen, cette Europe qui était jugée trop lente a été également capable de mettre en place des instruments de stabilité, de solidarité, notamment le mécanisme européen de stabilité. Enfin, la Banque Centrale Européenne a redéfini ses interventions en annonçant clairement ses intentions face aux visées spéculatives, et ainsi le calme est revenu sur les marchés, et les taux d'intérêt sur certaines dettes souveraines ont pu baisser. Nous avons aussi permis à la Grèce de rester dans la zone euro, quand certains avaient déjà, trop vite, annoncé son départ. Enfin, les principes d'une Union bancaire, ont été définis pour prévenir les dérives d'un système financier, et là encore ce sera un enjeu considérable, la supervision bancaire, un mécanisme de résolutions et des épargnants mieux protégés par une garantie de dépôt.

L'Europe a été capable de progrès, mais en même temps elle ne peut en rester là, car à mes yeux il n'y aura pas de répit tant que 25 millions d'Européens seront au chômage. Il n'y aura pas de répit tant que dans certains pays de l'Union un jeune sur deux cherche un emploi. Il n'y aura pas de répit tant que des millions de personnes resteront jetées dans la précarité. Il n'y aura pas de répit tant qu'il n'y aura pas eu la définition d'une transition énergétique capable de nous faire passer d'un monde à un autre.

C'est le défi de la croissance et de l'emploi que nous devons relever. Il passe sûrement, nécessairement, par le désendettement et l'amélioration de la compétitivité, mais je le dis ici devant vous, cette politique aussi nécessaire soit-elle, doit être adaptée aux situations nationales, et appliquée avec discernement dans la durée, sinon nous condamnerions l'Europe à laustérité sans fin, et je m'y refuse.

La France elle-même a pris des engagements, et elle les tiendra, mais en même temps nous devons collectivement, et constamment, ajuster nos objectifs aux réalités de la conjoncture.

La prochaine étape que nous devons ouvrir, c'est la coordination des politiques économiques nationales, c'est nécessaire pour résorber les déséquilibres. Il y a des pays qui ont des excédents, qui ont une compétitivité élevée, d'autres qui ont des déficits, qui ont des efforts à faire. Les pays qui sont dans la première situation doivent relancer leur demande intérieure pour permettre aux autres de pouvoir connaître, à un moment, le retour de l'activité.

De la même manière, nous devons réfléchir à la place de notre monnaie, le euro, dans le monde, elle ne peut fluctuer selon les humeurs du marché. Une zone monétaire doit avoir une politique de change, sinon elle se voit imposer une parité qui ne correspond pas à l'état réel de son économie. Il ne s'agit pas, dans ce propos, d'assigner de l'extérieur un objectif à la Banque Centrale Européenne, qui est indépendante, mais d'engager l'indispensable réforme du système monétaire international, car sinon nous demandons à des pays de faire des efforts de compétitivité qui sont annihilés par la valorisation de l'euro.

Le moment est venu de lancer le grand chantier de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, la France y est prête. Elle a deux principes, l'intégration et la solidarité. L'intégration, c'est la définition d'objectifs partagés, c'est l'harmonisation des politiques fiscales, l'intégration ce sont des réformes structurelles pour rendre nos économies plus fortes, mais également des politiques communes en matière d'infrastructures, de recherche. L'intégration, ce sont nos nouveaux instruments financiers, pour lancer des projets innovants, en matière de nouvelles technologies, en matière d'énergies renouvelables, en matière de transition énergétique et écologique. Et puisque nous sommes pour l'intégration, nous sommes pour la solidarité, car l'une ne va pas sans l'autre.

La solidarité, ce n'est pas seulement le transfert entre Nations européennes, la solidarité c'est une ambition sociale, c'est de garantir à chaque jeune européen un emploi ou une formation, à la fin de ses études, en renforçant les échanges entre les Etats membres. La solidarité, c'est la lutte contre le chômage, notamment dans les territoires où il frappe le plus durement, c'est l'enjeu notamment du fonds d'adaptation à la mondialisation. La solidarité, ce sont les transitions professionnelles, c'est d'accompagner les salariés tout au long de leur parcours, de leur permettre de garder leurs droits à la retraite, à l'assurance chômage, à la Sécurité Sociale, quand ils changent de métier, et parfois même de pays. La solidarité, c'est ouvrir le chantier du salaire minimum. La solidarité, ce sont aussi des instruments financiers, à travers de nouvelles

ressources, à travers la taxe sur les transactions financières, à travers tout ce qui peut permettre d'imaginer l'avenir ensemble.

Le Parlement européen, de ce point de vue, a ouvert la voie. Vous avez, au-delà des sensibilités politiques, lancé l'idée de emprunts communs, je ne ose pas dire d'Eurobonds, mais vous avez imaginé ce que pouvait être le terme même de l'intégration, et de la solidarité. Et c'est dans cette perspective que doit se situer la discussion sur le cadre financier européen, et je veux me ouvrir directement devant vous. Nous connaissons toutes les difficultés de cette négociation, les uns veulent des coupes, les autres, parfois les mêmes, veulent des garanties sur leurs chèques, ou sur leurs rabais. La plupart des pays sont intéressés par telle ou telle part du budget européen, mais pas sur l'autre, alors ma position elle s'énonce simplement : faire des économies, oui, affaiblir l'économie, non, et dès lors, notre position, celle de la France, se décline en quatre principes. Premier principe, un niveau de dépenses qui préserve les politiques communes, d'abord la politique de cohésion, qui finance les investissements indispensables, non pas seulement pour les pays bénéficiaires, mais pour l'ensemble de l'Europe, qui y tire avantage en termes de croissance. La politique commune, c'est la politique agricole, qui permet de renforcer une industrie agroalimentaire, précieuse, pour l'Union européenne, mais qui doit aussi respecter l'environnement, et c'est pourquoi les aides directes et le développement rural sont complémentaires. Mais je ne oppose pas les deux politiques, comme il est commode de le faire, politique de la cohésion contre politique agricole. Nous devons garder le socle des politiques européennes, sinon comment construire ?

Mon deuxième principe, c'est que le budget, le cadre financier qui doit être proposé, doit prolonger le pacte de croissance adopté en juin dernier, ce qui suppose d'augmenter les moyens prévus pour l'innovation, les infrastructures, les nouvelles énergies, car où serait la cohérence d'avoir défini au mois de juin un pacte de croissance et de faire ensuite un pacte de déflation à travers le cadre financier européen.

Mon troisième principe, c'est que le budget doit soutenir les Européens les plus fragiles, et les plus exposés à la crise. D'où l'enjeu du programme d'aide aux plus démunis, qui doit être non seulement préservé mais correctement doté, de ce fonds d'ajustement à la mondialisation, nécessaire si l'on veut faire face aux restructurations qui frappent de nombreux pays, de la place du fonds social européen dans les programmes régionaux, et enfin de l'enjeu de l'emploi des jeunes qui doit devenir un véritable programme européen, avec une véritable priorité pour les choix que nous avons à faire.

Enfin, le dernier principe que je défendrai dans la négociation qui s'ouvre, c'est un système de ressources qui soit plus juste et plus lisible. Dans l'immédiat, le montant des chèques et des rabais doit cesser d'augmenter, mais pour l'avenir, de véritables ressources propres seront indispensables, sinon c'est la construction européenne qui se trouvera remise en cause. Telle est la position de la France, je ne suis pas sûr quelle soit éloignée des aspirations du Parlement européen. Un compromis est possible, mais il doit être raisonnable, et il va falloir raisonner ceux qui veulent amputer le budget européen au-delà de ce qu'il est possible d'accepter. Car, je le dis ici, il ne servirait à rien de négocier un accord entre chefs d'Etat et chefs de gouvernement, s'il ne devait pas être suivi par un vote conforme de votre Assemblée. Chacun doit bien comprendre la logique des institutions communautaires, et donc vous, parlementaires, et les chefs d'Etat et de gouvernement, nous devons, avec la Commission, faire preuve de lucidité et de responsabilité.

Voilà le sens de la position de la France dans cette négociation, qui doit permettre à l'Europe d'avoir un cadre d'actions pour 7 ans, et de montrer que nous sommes capables de décider ensemble, chefs d'Etat et de gouvernement, parlementaires européens, c'est notre crédibilité qui se joue, crédibilité non plus financière, mais politique.

Au-delà de ces choix budgétaires, c'est une conception de l'Europe qui est en débat, et je vais vous livrer la mienne. L'Europe ne peut se contenter d'être un marché, un budget, une monnaie, aussi précieux soient ces instruments, elle ne peut pas non plus être une somme de traités, un ensemble de règles, nécessaires, pour vivre ensemble. L'Europe ne peut pas être non plus une

addition de Nations, chacune venant chercher dans l'Union ce qui lui serait utile pour elle et pour elle seule. L'Europe, parce que c'est son histoire, parce que c'est son destin, est avant tout une volonté politique, c'est-à-dire un engagement où chacun accepte l'équilibre des droits et des obligations, où les règles sont respectées, où la confiance crée la solidarité, c'est-à-dire un projet dont on ne peut pas discuter sans cesse des acquis et remettre tout en cause à chaque étape. En revanche, je considère légitime de travailler à une nouvelle architecture de l'Union. Je plaide pour une Europe différenciée, selon l'expression de Jacques DELORS, ça ne serait pas une Europe à deux vitesses, qui deviendrait d'ailleurs vite une Europe inégale, ou une Europe divisée, ce n'est pas davantage une Europe à la carte. Non, l'Europe différenciée c'est une Europe où des Etats, pas toujours les mêmes, décident d'aller de l'avant, d'engager de nouveaux projets, de dégager des financements, d'harmoniser leurs politiques, au-delà du socle substantiel, qui doit demeurer, des compétences communes.

Mais je n'invente rien en vous disant cela. C'est cette démarche qui a permis de dépasser les frontières avec Schengen, de créer une monnaie unique avec le euro, d'instituer la taxe sur les transactions financières. Cette démarche, c'est la voie des coopérations renforcées, ouverte à tous, à tous ceux qui veulent les rejoindre, et un jour, pouvant nous rassembler tous autour de ces principes. Dans cette Europe, le Parlement européen aura un rôle majeur à jouer, parce que, par son contrôle, il assurera la cohérence d'ensemble.

Je veux également rendre l'Europe plus lisible, j'ai plaidé pour une intégration budgétaire, fiscale, sociale, elle est là. Elle appelle une union politique plus forte, sinon elle est hémiparitaire, ce qui veut dire un gouvernement de la zone euro, de nouveaux instruments financiers, pour agir, et un budget, sous certaines conditions, de la zone euro, articulés au budget de l'Union européenne. Tout cela sous le contrôle du Parlement européen et des Parlements nationaux.

Je souhaite que les élections européennes de l'année prochaine, soient l'occasion d'un grand débat sur l'avenir de l'Europe, qui permettra de déterminer les politiques que nous aurons à conduire - sans doute - et surtout l'architecture que nous aurons à proposer. Sans oublier les candidats aux postes essentiels de notre Union pour qu'il y ait une grande délibération collective en Europe et que l'on sorte, ensuite, avec une légitimité renforcée. Car l'Europe doit avoir les institutions qui lui permettront de peser sur le destin du monde.

L'Europe c'est un continent de paix et de démocratie, qui ne cherche rien pour lui-même, mais qui apporte au reste du monde son héritage, ses valeurs, ses principes. Et donc l'Europe doit prendre sa part du combat pour la démocratie, pour la dignité humaine.

C'est la raison pour laquelle j'ai décidé au nom de la France d'intervenir au Mali. J'ai pris cette décision dans le cadre du droit international. Il n'y avait pas de temps à perdre ou plus exactement si nous avions laissé le temps, c'était celui du terrorisme qui aurait à ce moment-là conquis l'ensemble du Mali. Je l'ai fait, ce choix, au nom de la France, parce que c'était notre responsabilité. Nous étions présents dans cette région du monde. Nous pouvions apporter immédiatement l'aide que le Président malien attendait de nous. Et cette décision, je l'ai prise aussi au nom de l'Europe, au nom de la Communauté internationale.

Je veux ici remercier le Parlement européen pour le soutien et pour la compréhension dont il a fait preuve dans ce moment si particulier où un pays européen s'engage pour un pays africain. Un pays qui ne s'engage pas pour ressusciter les séquelles du passé, mais au contraire pour apporter la dignité à un peuple qui lui-même avait permis à mon pays d'être libéré de la servitude durant la seconde guerre mondiale.

J'assure ici, le Mali retrouvera son intégrité territoriale, le moment est proche. Viendra le temps politique, celui du dialogue, de la réconciliation, de la stabilité dans ce pays et dans cette région de l'Afrique de l'ouest, le temps du développement et ce temps-là doit être celui des organisations africaines, elles y sont prêtes, elles sont déjà présentes sur place. Ce doit être aussi le temps de l'Europe, parce que nous avons à agir non seulement pour la paix, mais nous avons à agir pour la sécurité dans cette partie-là de l'Afrique.

Former et équiper l'armée malienne, et les forces de la MISMA, permettant d'assurer la sécurité sur le territoire, éviter des exactions et les règlements de compte, permettre la transition politique, le rétablissement de la démocratie, le processus électoral

politique, le rétablissement de la démocratie, le processus électoral.

L'Europe, elle est attendue pour ces raisons et l'Europe, elle est attendue également pour participer au développement du Sahel, en tirant les leçons des politiques qui ont été menées jusqu'à présent et qui n'ont pas empêché l'effondrement des économies de ces pays, et surtout le développement des trafics. Je l'affirme ici, la lutte contre le trafic de drogue est un élément essentiel si nous voulons lutter contre le terrorisme parce que le terrorisme se nourrit du trafic narcotique partout dans le monde et notamment en Afrique de l'ouest.

Nous devons aussi dans cette redistribution des cartes de la puissance à l'échelle du monde. Ne laissez aucun doute sur la détermination de l'Europe à porter ces valeurs. Mais nous devons en tirer là encore les conséquences, avoir la lucidité indispensable pour élaborer une stratégie pour conduire une véritable politique extérieure commune, pour avoir une défense européenne. La France y est prête. Il est temps là encore de finir avec la dispersion des initiatives de rassembler nos forces et nos moyens, de rapprocher nos industries, d'harmoniser aussi nos positions dans les instances internationales où l'Europe doit parler d'une voix, d'agir pour résoudre les conflits qui heurtent les consciences humaines.

Je pense à la Syrie. Pour éviter la prolifération nucléaire, je pense à l'Iran. Pour peser sur les négociations entre Israéliens et Palestiniens, parce que ce moment-là aussi est venu et que l'Europe ne doit pas attendre les Etats-Unis, mais être déjà là pour hâter la reprise de ces discussions.

L'Europe, elle doit également prendre sa part dans le jeu climatique, et la France est prête à organiser la « Conférence climat » en 2015, mais nous ne réussissons pas seul. L'Europe, là encore, doit être exemplaire en matière d'énergies renouvelables, et d'efficacité énergétique. Je crois à l'Europe, parce que je pense qu'elle est utile, non seulement aux Européens, mais au monde tout entier, et la meilleure manière pour l'Europe de protéger ses intérêts c'est de défendre son modèle, ses valeurs, à l'échelle du monde. Nous devons revenir au sens-même du projet européen, qui est un projet politique fondé sur des valeurs et sur la circulation des personnes, des connaissances, des idées, des œuvres, de la culture et de la création. C'est en rappelant inlassablement cette ambition que nous serons à la hauteur de notre histoire et surtout de l'espérance des nouvelles générations.

C'est l'Europe de la connaissance, c'est l'Europe des universités, de la recherche, de la culture, qui est attendue. Nous, Européens, nous portons une culture qui va bien au-delà de nous-mêmes. Nous ne devons pas la considérer comme un patrimoine à protéger, mais comme un mouvement à promouvoir. C'est le principe de l'exception culturelle, c'est l'idée que les œuvres de l'esprit ne sont pas des marchandises comme les autres, c'est la conviction que l'identité culturelle de nos nations est essentielle, et que le pluralisme, la liberté, doivent être défendus à l'échelle du monde.

Une fois encore, à cette tribune, j'appelle, après d'autres, la construction européenne de se donner une dimension culturelle. Ce qui exige de garantir la propriété intellectuelle et les droits d'auteur, de définir ensemble les règles économiques et fiscales pour que les artistes soient rémunérés davantage que ceux qui font circuler leurs œuvres, c'est-à-dire les fournisseurs d'accès, de faire que nous ayons une Europe du numérique, où les technologies soient au service d'un projet de civilisation.

Mesdames, Messieurs les députés, François MITTERRAND devant le Parlement européen il y a 18 ans, 18 ans, demandait à ceux qui l'écoutaient de tout faire pour que les Européens aiment l'Europe, 18 ans après, convenons-en, nous sommes loin du compte, et le risque n'est plus l'indifférence, mais le détachement, pour ne pas dire la rupture.

Telle est notre responsabilité, regardons-la en face, celle des chefs d'Etat et de gouvernement, celle de la Commission européenne, celle du Parlement européen.

Je vous le dis tout net, le sursaut, il sera collectif, ou il ne sera pas, mais le temps presse.

Nous pouvons sortir de cette période difficile en ouvrant un nouveau chemin. L'Europe a été capable de surmonter des épreuves bien plus graves que celles d'une crise, mais il nous faut définir une nouvelle ambition. Et cette nouvelle ambition ne pourra pas réduire la précédente. C'est une illusion de penser qu'il faudrait abandonner ce que nous avons engagé depuis des années pour construire une nouvelle espérance. Au contraire, il faut partir de tout ce que nous

avons fait pour faire ce qui reste encore à accomplir. Et je sais aussi que toute avancée européenne doit correspondre à une nouvelle étape de la démocratie.

Mesdames et messieurs les députés, pour faire cette nouvelle étape, pour accomplir le projet européen, pour faire avancer la démocratie, cest vous qui allez décider.

Merci